



CHAPITRE 152

LOI CONCERNANT LES HUISSIERS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des huissiers.*

SECTION I

DE L'ADMISSION DES HUISSIERS

2. Nul ne peut être admis comme huissier de la Cour ^{Admission des huissiers.} supérieure et immatriculé comme tel à moins que, à l'époque de son admission, il ne puisse écrire suffisamment l'orthographe de la langue française ou de la langue anglaise.

Toute requête adressée à ce tribunal à l'effet de faire ^{Requête à cet effet.} recevoir le requérant au nombre des huissiers de la Cour supérieure, doit être renvoyée au protonotaire qui examine l'aspirant et fait rapport au tribunal de ses qualités, tant de celles exigées par le présent chapitre que par la loi; et telle requête ne doit pas être accordée si le rapport du protonotaire ne constate pas que le requérant peut écrire suffisamment l'orthographe tel que ci-dessus mentionné.

Dans le district de Saguenay, le tribunal, au lieu de ^{District de Saguenay.} renvoyer la requête au protonotaire, peut dispenser le candidat de l'examen et accepter toute autre preuve de compétence qu'il juge suffisante. S. R. (1909), 7600; 5 Geo. V, c. 73, s. 1.

3. Sur chaque examen le protonotaire reçoit du requé- ^{Honoraires du protonotaire.} rant la somme de quatre dollars, laquelle comprend le coût de son rapport au tribunal. S. R. (1909), 7601.

4. Le tribunal a toujours le pouvoir discrétionnaire de ^{Pouvoir du tribunal.} rejeter la requête, même au cas où le requérant posséderait les qualités mentionnées ci-dessus. S. R. (1909), 7602.

Exception
quant à
Gaspé.

5. Le district de Gaspé n'est point soumis à l'opération des articles 2, 3 et 4. S. R. (1909), 7603.

SECTION II

DU CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS

Cautionnement de l'huissier.

6. Toute personne nommée huissier de la Cour supérieure doit, avant d'entrer en fonction, donner un cautionnement de quatre cents dollars conformément à la section quatrième de la Loi des employés publics (chap. 9) relative aux cautionnements des officiers publics.

Son effet.

Le cautionnement ainsi donné par l'huissier est une garantie au montant de la somme stipulée, pour les dommages que pourrait souffrir toute personne ou partie par sa négligence coupable ou sa malversation. S. R. (1909), 7604.

SECTION III

DU CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Garantie de fidélité par la corporation des huissiers de Montréal.

7. La corporation des huissiers du district de Montréal est chargée de garantir elle-même jusqu'au montant de quatre cents dollars pour chacun de ses membres, leur fidélité dans l'exécution de leurs devoirs et de leurs obligations.

Dépôt à cette fin.

A cette fin, la corporation est tenue de déposer entre les mains du trésorier de la province une garantie jusqu'au montant de dix mille dollars. S. R. (1909), 7605.

Police d'assurance en garantie de ce dépôt.

8. Pour assurer le dépôt du montant mentionné dans l'article 7, la corporation des huissiers du district de Montréal doit remettre au trésorier de la province une police de la *London Guarantee Company*, ou de toute autre compagnie approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour un montant de vingt mille dollars.

Diminution de la police après certains versements.

Cette police est diminuée de dix mille dollars lorsque la corporation a versé une somme de cinq mille dollars entre les mains du trésorier et devient éteinte lorsque les derniers cinq mille dollars sont ainsi versés.

Montant de chaque versement.

Ce montant de dix mille dollars est versé entre les mains du trésorier de la province par paiements de cinq cents dollars, le 1er décembre de chaque année, à partir du 1er décembre 1890. S. R. (1909) 7606.

SECTION IV

DES DEVOIRS DES HUISSIERS

Devoirs des huissiers comme huissiers de la C. C.

9. Les huissiers de la Cour supérieure nommés pour un district quelconque sont aussi, sans autre nomination, huissiers et officiers de la Cour de circuit pour le même district, et sont soumis à la Cour de circuit à

raison de leurs charges, et le cautionnement donné par eux s'étend à tous leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour de circuit et s'y appliquent aussi complètement qu'à leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour supérieure. S. R. (1909), 7607.

10. Les huissiers de la Cour supérieure peuvent agir en cette qualité dans les limites du district pour lequel ils ont été nommés, et dans les autres districts, dans les cas prévus par la loi, pour signifier et mettre à exécution tous les brefs, ordres et procédures qui émanent tant de la Cour supérieure que de la Cour de circuit et des autres tribunaux en cette province, et qui peuvent être légalement adressés à un huissier. S. R. (1909), 7608.

Ils peuvent agir dans les limites du district pour lequel ils sont nommés.

SECTION V

DE LA DESTITUTION DES HUISSIERS

11. Les huissiers peuvent être destitués par la Cour supérieure ou par tout juge de cette cour, ou par la Cour de circuit. S. R. (1909), 7609.

Leur destitution.

SECTION VI

DES PÉNALITÉS

12. Tout huissier qui néglige ou refuse d'exécuter un bref d'assignation ou d'exécution, émané de la Cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il est nommé huissier, et qui lui a été confié, ou qui n'exécute pas ou ne rapporte pas convenablement tel bref d'assignation ou d'exécution, est passible de dommages à l'instance du demandeur ou autre personne intéressée, pour toute perte ou dommage résultant de cette négligence ou de ce refus, ou de l'exécution ou du rapport irrégulier de tel bref, et le cautionnement de cet huissier s'étend et s'applique à ces dommages comme dans les autres cas, conformément à la loi. S. R. (1909), 7610.

Peines pour refus d'exécution de devoirs.

13. Tout huissier auquel il a été adressé un bref d'exécution émané de la Cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il a été nommé, et qui a prélevé le montant de ce bref ou quelque partie de ce montant, est tenu responsable du paiement de ce qu'il a ainsi prélevé, au saisissant ou à la cour d'où le bref a émané, et peut être contraint par corps d'effectuer ce paiement suivant le cours ordinaire de la loi, et par ordre de la Cour de circuit au lieu où tel bref d'exécution a émané. S. R. (1909), 7611.

Leur responsabilité pour les deniers qu'ils prélèvent.

Peines imposées pour extorsion.

14. Si un huissier, sous le prétexte de mettre à exécution un ordre d'un tribunal, se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou s'il ne paye pas les deniers qu'il a prélevés ou reçus, ou s'il n'en rend pas un compte fidèle, la Cour supérieure, ou la Cour de circuit, peut s'en enquérir d'une manière sommaire, si la partie lésée juge à propos de porter plainte devant elle; et tel tribunal peut, à cette fin, assigner toutes les parties nécessaires et les obliger à comparaître, et donner tel ordre pour le remboursement à la partie lésée de toute somme extorquée ou pour le paiement de deniers ainsi prélevés ou reçus, avec les frais que le tribunal croit à propos d'accorder, et si tel huissier ne paye pas immédiatement la somme qu'il a eu l'ordre de payer, le juge peut le faire incarcérer dans la prison commune du district où il est détenu jusqu'à parfait paiement. S. R. (1909), 7612.
